BOUIRA

Des citoyens ferment le siège de l'APC de Taghzout

Plusieurs dizaines de citoyens ont procédé hier à la fermeture du siège de l'APC de Taghzout, à 10 kilomètres au nord-est de Bouira.

Les protestataires réclament le retour de l'élu Sari Smaïl du MPA au sein de l'exécutif communal de cette APC dirigée par le FLN qui détient 6 sièges, suivi du MPA avec 3 sièges et avec lequel il a scellé une alliance, le FFS et le RND, avec 3 sièges chacun mais confinés dans l'opposition.

Contacté par téléphone, le principal concerné, M. Sari Smaïl, dira que sa demande de démission date du 11 août dernier. Cependant, les conditions dans lesquelles a été traitée cette demande en l'absence du maire en convalescence sont antiréglementaires, selon lui. De fait, même la décision de mettre fin à son détachement a été jugée par le concernée comme antiréglementaire.

Dimanche dernier, après la fermeture du siège de l'APC, le chef de daïra de Haïzer, qui s'est entretenu avec l'intéressé, a promis de réexaminer cette demande de démission ainsi que la décision de mettre fin à son détachement.

Par ailleurs, du côté de l'APC détenue par le FLN, l'on indique que la demande de démission de M. Sari a été transmise par l'APC de Taghzout à la tutelle, selon l'usage, et la décision de mettre fin au détachement de cet élu a été prise par la tutelle.

En outre, la démission de M. Sari devait faire l'objet d'une réunion au sein de l'assemblée mais vu l'absence du maire pour cause de maladie, cette réunion a été reportée.

En tout état de cause, après les assurances données par le chef de daïra, la tension a baissé chez les citoyens partisans de M. Sari, qui ont rouvert le siège de l'APC dans l'après-midi.

Y. Y.

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES À JIJEL

Des infrastructures en détresse

Malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics pour assurer une bonne scolarité aux enfants dans différentes régions du pays, force est de constater que de nombreuses écoles primaires dans plusieurs communes de la wilaya de Jijel se trouvent dans un état chaotique.

L'école primaire Akila-Boumehrou, située en plein centre de Taher et dont la réalisation remonte à 1890, menace ruine. A ce sujet, le rapport de la commission de l'éducation relevant de l'Assemblée populaire de wilaya, fait état de nombreux problèmes auxquels est confronté cet établissement scolaire : murs fissurés, infiltration des eaux de pluie à l'intérieur des classes, la vétusté de la structure.

Ces problèmes constituent des contraintes de taille pour la bonne fonctionnalité de cet établissement remontant à l'époque coloniale et représentent un vrai casse-tête pour son directeur, notamment avec les risques encourus par les élèves, étant donné qu'une bonne partie des murs est fissurée. Il convient de souligner que le logement d'astreinte de ladite école est occupé par un indu-occupant.

Pour sa part, l'école primaire Douibe-Ahcen située dans la localité de Meherka, au sud de la commune d'El Ancer, vit une situation plus critique : absence d'un mur de clôture, réseau d'eau potable et le chauffage inexistants, éclairage défectueux à l'intérieur des classes, le problème d'hygiène et d'insécurité, ce qui rend cette école un refuge pour les intrus et les animaux errants. Une situation «inédite» pour une école qui a vu le passage de nombreuses élites de la wilaya. Ledit rapport déplore aussi l'actuel état de l'école primaire Djebrouni-Salah dans la localité de Djimar, relevant de la commune de Chekfa : vitres des fenêtres brisées, la cour qui se transforme en vrai bourbier, problèmes d'hygiène et le réseau d'assainissement de la cantine et l'insécurité. Ledit rapport déplore aussi le fait que l'entrée de cette école soit le marché de gros des fruits et légumes de ladite localité .Une situation qui pénalise lourdement les élèves et les enseignants qui sont contraints de faire face à cette situation «inédite», vu les dangers encourus quotidiennement par ces écoliers et le mouvement incessant des camions et des marchands ambulants. Ledit rapport a fait état aussi de l'envahissement de cet établissement scolaire par les ordures de tout genre, dégageant des odeurs nauséabondes provenant de ce marché qui se tient sur un terrain vague. Lors de notre passage dans cette école, nous avons été désagréablement surpris par les ordures jonchant à même le sol à chaque coin de ces espaces. Des parents d'élèves rencontrés à l'intérieur d'un café tirent la sonnette d'alarme quant aux conditions de scolarité de leur progéniture qu'ils jugent critiques vu les conditions d'hygiène déplorables et l'insécurité qui règne dans cet endroit livrée à lui même.Face à une situation jugée aléatoire, les parents d'élèves interpellent les services concernés pour une prise en charge de leurs doléances à savoir assurer une scolarité à leur progéniture au sein de cette école qui risque de se transformer en un vrai bourbier menaçant la vie de ces bambins. Un tableau peu reluisant pour ces établissements scolaires qui doit interpeller les autorités compétentes pour la réalisation de nouvelles écoles, lieux de savoir par excellence et se débarrasser de ces chaumières.

Bouhali Mohamed-Cherif

SKIKDA

3 320 encadreurs du BEM attendent leur régularisation

Le personnel ayant assuré l'encadrement des épreuves du BEM 2013 attendent toujours les indemnités de fin d'année.

Plus de deux mois après l'annonce des résultats, les 3 320 encadreurs, correcteurs et surveillants, dont 63 observateurs, croisent les doigts en espérant le versement par CCP. Selon notre source, «généralement, le versement de nos indemnités se fait quelques jours avant la rentrée scolaire, maximum. Auparavant, on était payé rubis sur l'ongle. Cette fois-ci, l'Office régional des examens et des concours (l'Orec d'Annaba) a mis du temps pour le faire, sans nous fournir d'explication. Le hic, c'est que nos collègues du lycée, affectés à la correction et la surveillance des épreuves du baccalauréat, ont été régularisés bien avant nous». Et d'ajouter : «Nous sollicitons le ministre de l'Education pour enclencher une commission d'enquête afin de faire la lumière sur notre cas : malgré la disponibilité financière, on peine à nous payer, 3 000 dinars pour les surveillants et 10 000 DA en moyenne pour les correcteurs, ce n'est pas aussi astronomique qu'on veut nous le faire croire.»

Pour rappel, la wilaya de Skikda a enregistré un taux de réussite de l'ordre de 55,35% au BEM, la moyenne nationale étant de 48%. Le nombre de candidats a été estimé, quant à lui, à 15 426 dont 311 libres, répartis sur 61 centres d'examen.

Ce nombre est en baisse de 3 595 par rapport à l'année précédente où on a recensé 19 021 candidats. Les corrections se sont tenues, elles, dans les lycées Fodil-Bouloudani et Mohammed-Seddik-Benyahia.

Zaïd Zoheir

AÏN-TÉMOUCHENT

La visio-conférence, un nouveau projet intelligent pour l'éducation

A l'instar des autres wilayas du pays, la Direction de l'éducation nationale de Aïn-Témouchent a présenté, jeudi dernier, le nouveau projet qui concerne la visio-conférence, lors une journée d'étude, au siège de la Direction de l'éducation, et ce, au profit des chefs d'établissement et des inspecteurs du primaire, du moyen et du secondaire.

Selon Mme Errouane Wahiba, ingénieur en informatique, ledit projet a pour but de faire parvenir aux écoliers et à leurs enseignants la conférence en ligne (en direct) par le réseau d'internet avec le ministère de l'Education nationale et avec les 47 wilayas du pays en vue de présenter les nouveautés concernant chaque palier scolaire.

Ces nouveautés se basent en particulier sur les nouveaux programmes informatiques qui ont une liaison avec le monde de l'éducation nationale à l'image des systèmes d'exploitation (Windows 8).

Cette technologie permet aux enseignants et autres inspecteurs des différentes wilayas de prendre la parole, interroger ou de faire des propositions toujours en ligne, avec leurs collègues des autres wilayas.

Plusieurs se sont réjouis de cette nouveauté technologique qui devra être lancée les jours prochains dans différents établissements scolaires. D'autres, par contre, ont relevé l'absence du réseau internet à travers plusieurs établissements notamment ceux des zones déshéritées et éloignées du chef-lieu de la wilaya.

S. B.

SIDI LAHCÈNE (SIDI BEL-ABBÈS)

61 familles ayant fui le terrorisme exigent d'être relogées

Dans la journée du dimanche dernier, 61 familles occupant le bidonville de la ferme Tibo dans la daïra de Sidi Lahcène (Sidi Bel-Abbès), se sont manifestées pour exiger d'être relogées.

Elles ont afflué vers le siège de la daïra, menaçant de couper la route nationale qui relie Sidi Bel-Abbès à la wilaya de Tlemcen, exigeant d'être relogées avant la période hivernale.

Selon nos sources, ces familles venues d'autres localités (Sfisef, Ténéra, Tabia, Teghalinet, etc.) après avoir fui le terrorisme qui sévissait dans leur région, se sont installées peu à peu sur le site d'une superficie de 4 hectares. Si les autorités locales ont fermé les yeux par le passé, vu la conjoncture du pays, sur cet exode rural forcé, le bidonville qui ne cesse de s'étendre pose maintenant problème.

D'autres habitations de fortune voient régulièrement le jour et pour les autorités c'est une préoccupation. Faut-il les reloger alors dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP) ou dans le cadre des logements sociaux. C'est une question que le le wali devra trancher maintenant.

En attendant, ces mal logés ont réagi dans la journée de dimanche dernier en se rassemblant devant le siège de la daïra.

Le chef de daïra a dû user de beaucoup de diplomatie pour les convaincre de leur relogement qui ne saurait tarder vu que leurs dossiers de demande de logement ont été traités et ficelés.

A. M.